

Résister à l'apartheid israélien : Stratégies et principes

*Londres, Conférence internationale sur la Palestine, SOAS, 5 décembre 2004 :*

*La résistance à l'apartheid israélien : stratégies et principes*

## Signification et objectifs du boycott universitaire

par Ilan Pappé (Israël)

Il y a deux ans, lorsque j'ai entendu parler pour la première fois d'une pétition adressée à l'Union européenne pour abroger les relations privilégiées avec les universités israéliennes, je n'ai pas hésité, et j'ai signé, avec bien d'autres. J'étais d'ailleurs convaincu que les 100 ou 150 universitaires israéliens qui ont l'habitude de joindre leurs noms aux initiatives et pétitions contre l'occupation, et en défense des *refuzniks*, feraient de même. Mais cela s'avéra une naïveté de ma part.

En dehors de trois autres membres actifs des facultés locales, les autres invoquèrent des excuses variées et refusèrent de contresigner la pétition, qui d'ailleurs n'appelait même pas à un boycott mais à un moratoire sur le traitement privilégié d'Israël au sein de l'Europe.

### **Pourquoi j'ai signé**

J'ai été un militant politique pendant la plus grande partie de ma vie d'adulte. Pendant toutes ces années, j'ai cru fermement que la seule façon de modifier la réalité insupportable et inacceptable en Palestine était de travailler de l'intérieur, de s'impliquer dans un effort pour persuader la société judéo-israélienne (à laquelle j'appartiens et dans laquelle j'ai été élevé) de changer de gouvernement et de politique. Le bilan du pouvoir en Palestine depuis 1948, et en particulier depuis 1967, m'a convaincu que, comme dans le cas d'autres entreprises colonialistes, le changement depuis la société de l'occupant est un facteur clé pour modifier une situation d'oppression sur le terrain. Dans notre cas en particulier, cela signifiait que seule une nouvelle initiative partant de l'intérieur, d'Israël pourrait ouvrir la porte à des négociations significatives en direction d'une solution d'envergure à la question palestinienne.

Parfois, à partir de 1987, date où a éclaté la première Intifada, j'ai commencé à mettre en doute l'efficacité de l'option du changement de l'intérieur. Cependant je continue à croire qu'une réconciliation ne se produira que par le dialogue direct entre les deux peuples. Mieux encore, c'est seulement à travers l'éducation et la persuasion que les bases d'un large accord trouveront leur formulation, ce qui comporte la possibilité du retour pour les réfugiés palestiniens, et pour les deux peuples la possibilité de vivre ensemble sur le territoire dans un cadre structurel et politique accepté par les deux parties, basé sur la reconnaissance mutuelle et les principes universels de l'égalité et de la justice. Mais aucune avancée vers une semblable réconciliation ne peut se produire sans la fin immédiate, totale et inconditionnelle de l'occupation israélienne, tant de la Cisjordanie que de la bande de Gaza. Or, s'il est vrai que les résolutions finales devront être négociées de l'intérieur, il y a peu d'espoir de mettre un terme à l'occupation au moyen de négociations ou du dialogue avec le pouvoir occupant. Nous avons essayé par le passé : cela a été un échec aux conséquences terribles.

Des négociations semblables ont trouvé leur expression dans les « Accords de Paix d'Oslo ». Ces accords se sont avérés parfaitement futiles et inutiles pour mettre un terme à l'occupation israélienne. Le supposé « processus de paix » était basé sur l'hypothèse qu'une transformation tangible de la mentalité de l'occupant et de sa politique était envisageable. En fait, les manœuvres diplomatiques sont restées sous le contrôle de l'occupant israélien. Ceci signifie que l'occupation la plus brutale de la seconde moitié du XXème siècle en est sortie intacte, et

que cela continuera de la sorte tandis que le monde continuera à parler « d'issues » ouvertes depuis la mort d'Arafat. Ce triste événement ne contribuera pas à mettre fin à l'occupation, tant que l'occupant ne subit aucune pression extérieure significative en vue de lui faire modifier sa politique d'oppression, et de lui donner des avertissements clairs contre de nouveaux projets d'épuration ethnique et de destruction.

Pour l'étranger, les hésitations et les débats internes en Israël pourront sembler oiseux. Mais ils ne le sont pas pour des gens comme moi, qui suis un citoyen judéo-israélien. Toute décision de renoncer, ou de sous estimer l'importance de la bataille interne pour mettre fin à l'occupation, signifie une aliénation prolongée par rapport à notre propre société. Et d'ailleurs un petit nombre de personnes comme moi-même, une petite minorité qui continue à grandir obstinément quoique cela ne soit pas spectaculaire, est arrivée à la conclusion que tant que la bataille de l'intérieur ne progresse pas d'elle-même, la seule chance de succès sera la bataille de l'extérieur, c'est à dire la campagne internationale. Et ce mouvement ne saurait prendre d'autre forme que celle du boycott et du désinvestissement.

Voici la conclusion de ma réaction initiale, lorsqu'a débuté l'initiative palestinienne et internationale pour le boycott :

« La crispation des esprits en Israël, le chantage persistant que les colons font peser sur la société israélienne, le racisme structurel et domestique qui règne dans la population juive israélienne, la déshumanisation quotidienne des Palestiniens et les intérêts de l'armée ainsi que de l'industrie pour maintenir l'occupation des territoires palestiniens signifient que nous sommes entrés dans une longue période d'occupation cruelle et d'oppression ».

### **Pourquoi le boycott universitaire international sera efficace**

Deux ans sont passés, depuis que j'avais écrit ces mots ; la destruction de la Palestine a été encore plus étendue que nous ne l'avions redouté, et les actions israéliennes ont atteint des niveaux plus élevés de sauvagerie et d'inhumanité. Mon raisonnement pour appeler au boycott n'est visiblement pas partagé par la majorité des institutions universitaires israéliennes, même par ceux qui se considèrent eux-mêmes comme appartenant au « camp de la paix » progressiste », hostile à l'occupation.

Pourquoi n'ont-ils pas signé ? Pourquoi ont-ils réagi vivement contre le fait que j'aie signé ? J'étais enclin à imputer leur position à la crainte de perdre leurs postes ou de mettre en danger leur carrière à l'intérieur du système universitaire israélien. Mais je soupçonnais aussi qu'il y avait des raisons plus profondes qui expliquaient non seulement leur refus de signer, mais aussi, quoique de façon fort paradoxale, pourquoi le boycott international serait réellement efficace : le système universitaire israélien est la vitrine dans laquelle la société juive contemple son image culturelle et morale. D'ailleurs les universitaires en Israël sont étroitement associés, presque intégralement, avec l'armée israélienne, le système politique et l'industrie. Au lieu d'être une instance critique face à ces piliers de la société, l'université en fait partie, et elle est directement coupable du maintien de l'occupation, tout particulièrement en fournissant des explications morales et savantes « autorisées » pour l'oppression dans les territoires occupés. Ce système universitaire est d'ailleurs presque totalement dépendant des universités occidentales pour sa survie financière et quant aux contenus de l'enseignement. Les subsides et la reconnaissance par leurs pairs, qui dépendent largement des universités occidentales, sont les instruments mis en place par une collaboration déjà ancienne entre les campus locaux et les institutions universitaires d'Occident.

Le temps passant, j'ai été chaque fois plus convaincu de la validité et de l'utilité de la stratégie du boycott. Il semble maintenant que deux avantages décisifs sont apparus. Le premier vient des réactions encourageantes qu'a reçu l'idée de par le monde. Ceci signifie qu'après une longue période d'inaction, de nouvelles voies s'ouvrent pour l'expression d'un soutien extérieur et de la solidarité avec les Palestiniens, bien au-delà du Mouvement International de solidarité (ISM) et de sa contribution importante. C'est comme s'il n'y avait besoin d'aucune véritable ANC palestinienne (étant données la faiblesse désastreuse de l'Autorité palestinienne) pour diriger un mouvement anti-apartheid réel, existant, de solidarité avec les Palestiniens ! Le besoin d'une voie de ce type apparaît comme une urgence en réponse au simulacre de « paix » soutenu par les Quatre et les pays du Moyen Orient comme l'Égypte.

Mais outre les certitudes et les convictions, certaines appréhensions sont apparues. Le boycott est un outil et non pas une vision, ni même une stratégie d'ensemble. Son principal objectif est de servir à la façon d'une autoroute sur laquelle nous pouvons optimiser nos efforts contre l'occupation israélienne et l'oppression. En même temps nous ne devrions pas oublier que nous ne sommes pas tous d'accord ou également conscients, quant au but à atteindre ; pire encore, nous ne sommes pas tout à fait sûrs de ceux qui dirigent l'opération. En quoi consiste exactement notre ANC ? Quel est l'équivalent palestinien de la campagne sud-africaine pour l'égalité des voix et des chances ? comment la campagne de boycott s'articule-t-elle avec la lutte armée et la résistance sur le terrain ? Bref, nous avons peut-être trouvé la bonne tactique, mais nous sommes encore dans le brouillard quant à la stratégie d'ensemble.

Les questions soulevées ci-dessus m'amènent à conclure que nous devrions continuer le boycott et les campagnes de suspension d'accords, tout en articulant notre effort global dans le sens d'un renforcement et d'une redéfinition de la lutte pour la Palestine, en termes de direction et d'objectifs, de façon à ce que notre campagne spécifique ne devienne pas un effort isolé

### **Résumé de la journée de réflexion**

C'est à l'initiative d'Hilary et de Steven Rose que nous devons cette mobilisation. Victoria Brittain a ouvert la session en rappelant que le mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud avait vraiment démarré au moment où l'ANC semblait pratiquement vaincue et démoralisée. Comme Tom Paulin l'a fait justement remarquer, il s'agissait d'un mouvement de masse qui mit longtemps à se matérialiser. Il avait aussi des racines dans la lutte des Irlandais pour la reconnaissance de leurs droits civils, et c'est ce qui a fait comprendre à l'Europe la possibilité du boycott ; là aussi, il fallut des années pour que la protestation devienne effective et influente.

Tom Paulin est celui qui a montré le contexte de la lutte culturelle et des représentations comme outils stratégiques contre l'oppression et l'occupation. Ceci signifie que notre camp doit déborder les campus, atteindre les médias et les milieux artistiques, à la fois comme remise en question des images que l'occupant veut donner de lui-même et de sa propagande, et comme soutien à l'accroissement de la représentation des revendications palestiniennes.

Lisa Taraki expliqua à quel point les universitaires palestiniens sont engagés dans cette action, parce qu'ils ne se font aucune illusion sur les faux dialogues et les manœuvres politiques concertées entre dirigeants. Sans leur appui la campagne toute entière semblerait futile.

Lawrence Davidson ajouta des nouvelles encourageantes des Etats-Unis, dans le sens d'une mobilisation qui s'intensifie. Betty Hunter nous mit au courant des activités du PSC, en cours au Royaume Uni.

J'aimerais que nous puissions tous disposer aussi d'une version abrégée de l'argumentation systématique et dévastatrice d'Omar Barghouti, pour répondre à ceux qui rejettent le boycott. Sa présentation m'a convaincu que nous sommes sur la bonne voie. Nul besoin de chercher des justifications, il suffit de trouver le moyen de maximiser notre impact.

La voix juive, comme celle des Israéliens, a été entendue clairement. Ur Shlonsky a suggéré « d'exproprier » l'establishment sioniste en Europe et en Israël, autrement dit de leur retirer le contrôle de la lutte contre l'antisémitisme ; enfin Ben Young a transmis le soutien des étudiants juifs à notre campagne. Je me reconnais personnellement tout à fait dans l'analyse de Haim Bresheeth sur le point de non retour dans sa compréhension de l'essence du projet sioniste d'origine : c'est pire que celui de l'apartheid : il s'agissait de détruire le peuple palestinien. Sa contribution, comme la mienne, je l'espère, est comme un écho de ces appels sur le thème « boycottez-moi » des Blancs sud-africains. Notre ami de l'ANC nous a également appris que nous sommes en train de construire un modèle de soutien juif à la cause palestinienne tout à fait comparable au soutien juif à l'ANC dans l'Afrique du Sud de jadis, et nous avons démolé le faux paradigme de la parité auquel s'accroche le mouvement de la paix sioniste sur le mode : « deux camps de la paix, deux côtés également coupables ».

John Docker a promis de diffuser notre combat en Australie et nous avons appris que BRICUP se consolide ; nous savons que ce sera un long parcours avec des hauts et des bas, mais aussi une action qui fournira de l'oxygène au peuple qui suffoque sous l'occupation ; ce peuple qui à présent n'a pas de moyen politique ou militaire pour résister à une brutalité croissante et à la destruction sur le terrain. Je suis sûr que nous sommes tous conscients de ce que nous signifions, et de toutes les autres actions que nous pouvons enclencher. Mais aujourd'hui nous avons pris le départ, et cela fait de cette rencontre un événement historique et significatif.